

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 28/02/2022

1 bis, rue de la Libération
BP 70 271
50001 Saint-Lô Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CPC COTENTIN

ZI de La Canurie
BP 13
50250 LA HAYE

Références : 2022-50-045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement CPC COTENTIN implanté ZI de La Canurie BP 13 50250 LA HAYE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre du suivi annuel de l'établissement, sa date coïncidant presque avec la date échéance du 31 décembre 2021 pour la présentation du rapport de réexamen IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPC COTENTIN
- ZI de La Canurie BP 13 50250 LA HAYE
- Code AIOT dans GUN : 0005301955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La SAS CCP Cotentin est spécialisée dans l'impression d'emballages ou d'étiquetages destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire (étiquetage des bouteilles d'eau minérale, de boîtes de surgelés, de sachets pour les farines ou les salades, etc.)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Complétude du dossier de réexamen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport de base	Article L.515-30 code de l'environnement	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier de réexamen IED	Article R.515-72 code de l'environnement	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier de réexamen IED a bien été présenté comme requis par le code de l'environnement. Il doit cependant être complété dans le délai d'un mois, par le rapport de base, s'agissant d'une installation existante ex-IPPC.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/2022, article article R515-72
Thème(s) : Risques chroniques, Complétude
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R.515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R.515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 ;
Constats : Le dossier de réexamen du 21 janvier 2022 comporte bien les éléments requis. Le programme de mise en application des MTD du BREF STS, concernant le traitement de surfaces à l'aide de solvants organiques, s'échelonne de 2022 à décembre 2024, soit avant les 4 ans requis par l'article R.515-70-I du code de l'environnement. Aucune demande de dérogation n'étant sollicitée, le dossier de réexamen n'a pas à être mis à la disposition du public.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/2022, article article L.515-30
Thème(s) : Risques chroniques, Complétude
Prescription contrôlée : L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L.515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L.515-31.
Constats : Le dossier de réexamen précisant que le rapport de base sera transmis ultérieurement, celui-ci devra être présenté dans le délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet